

**Etablissement public territorial
PARIS TERRES D'ENVOL**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS
(Seine Saint-Denis)

Nombre de Membres en exercice : 72

DECISION DU PRESIDENT

DU 30 JUILLET 2019

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF, LE TRENTE JUILLET,
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°37 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A L'EPFIF DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN
POUR LE BIEN SIS 170 AVENUE PAUL VAILLANT COUTURIER AU BLANC-MESNIL CADASTRE SECTION AR N°346**

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le décret n° 2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial de Paris Terres d'Envol dont le siège est à Aulnay-sous-Bois,

Vu l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 fixant le périmètre de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol,

Vu l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,

Vu la délibération du conseil municipal du Blanc-Mesnil en date du 20 mai 2016 instituant le droit de préemption urbain renforcé (D.P.U.R.), exécutoire le 8 juillet 2016,

Vu la délibération n°17 du conseil de territoire en date du 20 mars 2017 portant délégation au Président pour l'exercice du droit de préemption urbain,

Vu la délibération du conseil municipal du Blanc-Mesnil n°2019-03-04 du 14 mars 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune du Blanc-Mesnil, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT,

Vu la délibération du Bureau de l'EPFIF du 15 mars 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune du Blanc-Mesnil, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT Paris Terres d'Envol,

Vu la délibération du conseil territorial Paris Terres d'Envol n°27 du 8 avril 2019 relative à l'approbation d'une nouvelle convention d'intervention foncière entre la commune du Blanc-Mesnil, l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) et l'EPT,

Vu la délibération n° 70 du 24 juin 2019 du conseil de territoire relative à la délégation du droit de préemption au Président de l'EPT Paris Terres d'Envol et lui donnant la faculté de le déléguer à une personne tierce conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Xavier DUPONT, en application des articles L. 213.2 et R. 213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 5 juillet 2019 en mairie de Blanc-Mesnil, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention de Monsieur CADEVALL Jean-Pierre de céder son bien situé à Blanc-Mesnil, 170 avenue Paul Vaillant Couturier, cadastré à Blanc-Mesnil, section AR n°346, propriétaire, dans l'état d'occupation indiqué dans la DIA, moyennant le prix de deux cent soixante-deux mille euros.

Considérant qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à un établissement public y ayant vocation comme un établissement public foncier,

Considérant que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans un des périmètres définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune du Blanc-Mesnil, l'EPT et l'EPFIF et répond aux objectifs d'intervention de l'EPFIF,

Considérant en conséquence qu'il convient de déléguer à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20190730-37-30-07-2019-AU
Date de télétransmission : 01/08/2019
Date de réception préfecture : 01/08/2019

DÉCIDE

- Article 1** De **déléguer** à l'établissement public foncier d'Ile-de-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé à Blanc-Mesnil, 170 avenue Paul Vaillant Couturier, cadastré à Blanc-Mesnil, section AR n°346, tel que décrit dans la DIA susmentionnée ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.
- Article 2** De **préciser** qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité
 - Monsieur le Directeur de l'EPFIF
 - Monsieur le Maire de la commune du Blanc-Mesnil
- La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.
- Article 3** D'**informer le délégataire** qu'il est tenu de transmettre à la ville les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L 213-13 du code de l'urbanisme
- Article 4** La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant son affichage auprès du tribunal administratif de Montreuil.
Elle peut également, dans le même délai de deux mois, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. En cas de rejet du recours gracieux par ce dernier, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois suivant la notification du rejet devant le Tribunal Administratif de Montreuil.
L'absence de réponse de l'auteur de la présente décision dans un délai de deux mois suivant la réception du recours gracieux équivaut à un rejet du recours gracieux.

Pour extrait conforme

P/le Président et par délégation,
Séverine MAROUN



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20190730-37-30-07-2019-AU
Date de télétransmission : 01/08/2019
Date de réception préfecture : 01/08/2019